

Centrafrique, l'instabilité permanente

Etudes Africaines
Collection dirigée par Denis Pryen

Déjà parus

Albert M'PAKA, *Démocratie et administration au Congo-Brazzaville*, 2005.

Jean-Pierre PATAT, *Afrique, un nouveau partenariat Nord-Sud*, 2005.

Robert Edmond ZIAVOULA, *Le Congo, enjeu territorial et développement local*, 2005.

Mwayila TSHIYEMBE (sous la direction de), *La transition en République Démocratique du Congo : bilan, enjeux et perspectives*, 2005.

Paul SONI-BENGA, *Les non-dits des violences politiques du Congo-Brazzaville*, 2005.

domi Jean Marie DORÉ, *Résistance contre l'occupation en Région Forestière. Guinée 1800-1930*, 2005.

Mamadou Dian Cherif DIALLO, *Répression et enfermement en Guinée. Le pénitencier de Fotoba et la prison de Conakry de 1900 à 1958*, 2005.

N'do Cissé, *Les rites initiatiques chez les Sénoufo*, 2005.

François DURPAIRE, *Les Etats-Unis ont-il décolonisé l'Afrique noire francophone ?*, 2005.

Eugénie MOUAYINI OPOU, *Le Royaume Téké*, 2005.

Dominique QUENUM, *Ouidah au coeur de son destin*, 2005

Pierre ERNY, *L'éducation au Rwanda au temps des rois*, 2005.

Placide MOUDOU DOU, Jean-Paul MARKUS, *Droit des institutions administratives congolaises*, 2005.

Gabriel HAMANI, *Les Notables Bamiléké de l'Ouest-Cameroun : rôle et organisation dans les institutions traditionnelles*, 2005.

Axel Eric AUGÉ, *Le recrutement des élites politiques en Afrique subsaharienne*, 2005.

Albert KALONJI, *Congo 1960 – La sécession du Sud-Kasaï*, 2005.

J.-M.K. MUTAMBA MAKOMBO, *Patrice Lumumba correspondant de presse (1948-1956)*, 2005.

J.-R. MAZANZA KINDULU, J.-C. NLANDU-TSASA, *Les nouveaux cadres congolais*, 2005.

Pasteur Josué Binoua

Centrafrique

L'instabilité permanente

L'Harmattan

5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Könyvesbolt
Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

Espace L'Harmattan Kinshasa
Fac. Sciences. Soc. Pol. et Adm.
BP243, KIN XI
Université de Kinshasa – RDC

L'Harmattan Italia
Via Degli Artisti, 15
10124 Torino
ITALIE

L'Harmattan Burkina Faso
1200 logements villa 96
12B2260 Ouagadougou 12
BURKINA FASO

www.librairieharmattan.com
e-mail : harmattan1@wanadoo.fr

© L'Harmattan, 2005
ISBN : 2-7475-8997-8
EAN : 9782747589970

SOMMAIRE

Avertissement

Préface

Introduction

Chapitre I – L’instabilité à visage découvert

1 – Des crises militaires

2 – Des crises sociales

3 – Des crises politiques et institutionnelles

Chapitre II – Les impacts négatifs de l’instabilité

Chapitre III – Les causes de l’instabilité

Chapitre IV – Que faire ?

Propositions pour sortir de l’instabilité

AVERTISSEMENT

Cet opuscule est le début d'un travail de mémoire et d'inventaire par rapport aux crises militaro-socio-politiques que la République Centrafricaine a connues depuis son indépendance le 13 août 1960.

Dans cette optique, la contribution de toutes les bonnes volontés est vivement sollicitée pour documenter et enrichir ce travail en vue d'une autre publication.

Des informations relatives à des événements, le nombre et les noms éventuels des victimes qui n'ont pas été mentionnés dans cet ouvrage sont très attendus.

« L'histoire est un itinéraire. » Aidons tous l'Afrique en général et le Centrafrique en particulier à trouver enfin le sien.

Denis PRYEN

Directeur des éditions l'HARMATTAN.

A Françoise et Christian CARON qui m'ont beaucoup

encouragé et soutenu dans toutes mes entreprises.

P R E F A C E

Les campagnes électorales en Afrique noire deviennent de plus en plus l'occasion pour les propagandistes de se mesurer à coup de slogans plaisants, concis et railleurs, qui réjouissent les promoteurs des langues nationales. Tels ce savoureux *Bada wa la a kpa ?* ("Quel écureuil pourrait-il [se mesurer à ...] ?") et son contradicteur *Si soro mo ni a kwa ?* ("Et où est-elle donc cette importance [dont tu te prévaux] ?") que l'on a entendu lors des dernières campagnes électorales en République centrafricaine. Mais si les directeurs de campagne y vont avec autant d'insouciance, c'est sans doute qu'ils sont convaincus que c'est à cet appât-là que se font prendre les électeurs... Et tant pis si l'on nous laisse espérer à chaque fois, que différentes analyses des problèmes que rencontrent nos pays seraient confrontées, et différents projets de société réalistes et utiles nous seraient proposés !

Le problème, c'est que si ces formules publicitaires ont l'avantage d'être simples et efficaces, elles alimentent cependant le double inconvénient de réduire les activités politiques à des querelles d'homme à homme, et d'oblitérer l'analyse et la réflexion sur les difficultés. Or les situations commandent souvent que l'on étudie sérieusement ces questions, que l'on débattre de la justesse des analyses, que l'on confronte les propositions, avant d'opérer les choix. Travail

qui à défaut d'être effectué par les politiques et pour les électorats, devrait quand même être fait. Pour l'intérêt supérieur de chacune de nos nations.

D'où l'intérêt de ce premier livre. Ecrit par le pasteur Josué BINOUA, homme d'église donc peu habitué aux subtilités du marketing politique, et candidat malheureux aux dernières élections présidentielles en RCA. Livre politique donc, je le concède. Mais livre qui s'écrit non pas avant ou pendant la campagne, mais après, et bien après ! Livre-bravade, aussi. Mais livre qui se veut descriptif, exigeant, pastoral même.

Livre qui se contente d'insérer des faits observés et des événements vécus dans un enchaînement logique, pour donner à déceler la maladie chronique de tous les Etats néodépendants, l'instabilité. Ainsi que ses possibles remèdes. Avec courage, il essaie d'en montrer les différents visages, d'en dévoiler les prémices et d'en montrer les effets en RCA. Mais à peu de chose près, la même analyse vaudrait bien pour le Sénégal, la Guinée-Bissau ou Haïti. C'est toute l'Afrique qui devrait se sentir concernée, par ce travail d'inventaire aussi naïf que profond.

Pour en présenter l'auteur, je n'ai pas de mots assez détachés. Lorsque je l'ai rencontré pour la première fois au milieu des années 1980, Josué BINOUA était un lycéen du quartier, un parmi de nombreux autres, emmenés là par d'autres lycéens. A cette époque-là, des dizaines de jeunes du Km5 et des environs, venaient comme lui, trouver auprès de moi, leur "grand", des explications, des "analyses de la situation", des revues, des livres. En fait ils cherchaient à compenser le manque d'informations des stations radio habituelles, à discuter de questions d'apparence didactique mais dont leurs enseignants ne parlaient jamais à l'école, et à s'ouvrir aux idées révolutionnaires qui suscitaient d'autant plus d'intérêt qu'elles mobilisaient des foules entières dans les pays voisins, et qu'elles étaient méprisées par l'establishment... Mais c'est tout récemment que je découvris toute l'influence que j'avais exercée à l'époque sur le jeune homme. Et j'en eus honte (dans le sens non occidental de l'expression)... Alors, quand il m'a demandé de préfacier cet opuscule, je n'ai pas hésité une minute.

Modibo Bachir WALIDOU

INTRODUCTION

« L'histoire est un itinéraire ». Mais s'il est vrai que l'itinéraire traversé par les Etats africains depuis leurs indépendances, n'est pas dénué de grandes réalisations, leurs histoires n'en restent pas moins synonymes d'instabilité désespérante et de troubles entraînant des problèmes majeurs, notamment l'extrême pauvreté des populations rurales.

L'exemple de la République centrafricaine est à cet égard des plus édifiants. En 45 ans d'indépendance, ce pays a été sous la coupe de régimes militaires pendant 28 ans ; Près de 20 coups d'Etat ou tentatives de coups d'Etat y ont été commis (soit quasiment 1 crise militaire tous les 2 ans) ; 7 constitutions et de multiples actes constitutionnels y ont été promulgués (soit une remise en cause de la loi fondamentale tous les 6 ans) ; 20 gouvernements et 450 ministres y ont été désignés ; une douzaine de grands mouvements de revendication salariale s'y sont exprimés ; des dizaines de grandes entreprises y ont été vandalisées ; des partenaires au développement se sont désengagés (Japon, République Fédérale d'Allemagne, France (A.F.D)...), entraînant la suspension ou l'abandon de plusieurs projets d'assistance... Mais au-delà de ces conséquences visibles, il y a le formidable travail de sape opéré par les réseaux profito-situationnistes :

corruption des agents de l'Etat ; exploitation des contradictions entre les groupes ou entre les individus ; découragement des investisseurs potentiels ; subtilisation des ressources matérielles et humaines... Tout est fait pour empêcher que le pays ne retrouve un climat de paix susceptible de favoriser son développement et la sauvegarde de son indépendance nationale. Et il y a la faiblesse et la bêtise du Centrafricain lui-même.

C'est donc dans un double souci de mémoire et d'inventaire que je me permets de réfléchir sur ces différentes questions, à partir du cas que je connais le mieux, et à travers les 4 chapitres que voici :

1. L'instabilité à visage découvert
2. Les impacts de l'instabilité
3. Les causes de l'instabilité
4. Le que faire ?

*« Aucun vent n'est favorable
pour celui qui ne sait où il va. »*

SENEQUE

CHAPITRE I

L'INSTABILITÉ À VISAGE DÉCOUVERT

1 - Des crises militaires

Il faut entendre par crise militaire ci-après, toute sortie non réglementaire d'hommes en tenue pour opérer militairement, en vue de s'emparer du pouvoir de l'Etat ou pour servir des intérêts plus personnels.

De même que toute action populaire ayant pour objectif la prise d'un site défendu par des militaires. Le rôle de la France, ancienne puissance coloniale, y est souvent dénoncé, aussi bien par les tenants du pouvoir que par ceux qui lui sont opposés.

La première crise militaire est intervenue en mars 1963 dans les rangs du 1^{er} bataillon d'infanterie basé au camp du Kassaï, après la création de l'armée centrafricaine le 16 avril 1961 par la loi n°60.095.

Ses meneurs dénonçaient alors les mauvaises conditions de travail des militaires.

La deuxième crise fut le coup d'Etat sanglant du 1^{er} janvier 1966 dirigé par le colonel Jean Bedel BOKASSA, chef d'Etat-major général des armées.

Le régime du président David DACKO, soupçonné de sympathie pro-Pékin, avait alors été renversé, et plusieurs

officiers "révolutionnaires" étaient exécutés dont IZAMO et MOUNOUMBAYE.

La troisième crise est intervenue en avril 1968. La tentative de coup d'Etat était menée par le colonel Alexandre BANZA.

Elle s'est soldée par l'exécution du colonel BANZA, et de nombreuses autres personnes.

La quatrième crise est une tentative de coup d'Etat intervenue en 1973 et qui s'est soldée par l'exécution du colonel Auguste MBONGO commandant d'armes de la garnison de BOUAR ; Elle est suivie d'une autre crise où furent massacrés Pierre Alain MANDE, commandant l'Ecole supérieure de formation des officiers d'active (ESFOA) de BOUAR ; Basile KOLEGNAKO, commandant le 1^{er} bataillon d'infanterie de BOUAR ainsi que d'autres officiers de la garnison de BOUAR. A sa suite, BOKASSA accuse la France de fomenter des complots pour le renverser.

Il suspend toute coopération militaire avec elle et ferme l'Ecole supérieure de formation des officiers d'active (ESFOA) de BOUAR.

La cinquième crise est la tentative de coup d'Etat du 3 février 1976 contre Jean Bedel BOKASSA.

Elle s'est soldée par l'exécution du commandant Fidèle OBROU, commandant la base militaire de l'armée de l'air de Bangui, de son frère jumeau Martin MEYA ainsi que de certains officiers de l'armée nationale.

D'autres militaires y avaient également été tués, les lieutenants Grâce à Dieu MAZOUNGOU, ZATAO et l'adjudant-chef Alphonse ZOUKONGO, ainsi que de nombreuses autres personnes.

A sa suite un diplomate français est déclaré "persona non grata".

La sixième crise, ce sont les événements de janvier à juin 1979 qui mirent face à face le mouvement des élèves et étudiants pour la démocratie et les forces répressives de BOKASSA.

De nombreuses pertes en vies humaines ; de nombreuses destructions.

La septième crise est le coup d'Etat du 21 septembre 1979 perpétré par l'armée française qui a renversé Jean Bedel BOKASSA et remis au pouvoir David DACKO.

Elle aboutit au retour en force de l'armée française et au procès de BOKASSA et de ses complices ; ce qui finit par déstabiliser profondément l'armée centrafricaine. Le multipartisme est instauré.

La huitième crise est le coup d'Etat arrangé du 1^{er} septembre 1981.

Le Président DACKO confie le pouvoir au général d'armée André KOLINGBA, jusque là chef d'Etat-major général des armées. Celui-ci se fait seconder par le colonel Jacques MANTION. Le multipartisme est "suspendu".

La neuvième crise est la tentative de coup d'Etat du 3 mars 1982. Elle s'est soldée par l'exil des généraux BOZIZE et MBAÏKOUA, considérés alors comme proches du M.L.P.C, et par la naissance d'un mouvement de rébellion dans le nord-ouest du pays.

Une terrible répression s'abat alors sur les populations civiles censées être proches du M.L.P.C.

La dixième crise est la chute d'un "jaguar", avion d'interception de l'armée de l'air française, sur le "Kilomètre cinq" en date du 26 mars 1986. Il en est résulté 35 morts et 82 blessés.

Et le début d'un vaste mouvement populaire contre la présence française dans le pays.

La onzième crise est une mutinerie intervenue le 18 avril 1996. Des militaires considérés comme proches du R.D.C descendent dans la rue pour exiger le paiement des

24

arriérés de salaires, de meilleures conditions de travail et l'adoption d'une loi d'amnistie en leur faveur. Ils avaient pillé des magasins et tué des personnes. Entre-temps, le président Ange-Félix PATASSE, leader du M.L.P.C, avait été élu Président de la République.

La douzième crise intervient le 18 mai 1996, c'est-à-dire 1 mois plus tard. Cette fois-ci les revendications des mutins sont à la fois corporatistes et politiques.

En plus du paiement des salaires et de l'amnistie, ils réclament la convocation d'Etats généraux de la Défense nationale, le remplacement immédiat du sous-chef d'Etat-major, du directeur général de la Sécurité présidentielle, et la démission du président PATASSE.

La treizième crise est la destruction du centre culturel français en date du 5 janvier 1997 par des émeutiers civils et militaires, suivie une année plus tard du retrait de l'armée française.

La quatorzième crise est intervenue le 15 novembre 1996 lorsque des militaires qui s'étaient évadés de la prison pendant la mutinerie du 18 mai 1996, refusèrent de répondre à la mesure ordonnant leur réincarcération.

Elle était dirigée par le capitaine Anicet SAULET. Elle n'avait pris fin qu'au mois de juillet 1997.

Une partie de la ville de Bangui était alors tenue par les mutins et des exactions en tous genres étaient exercées contre les populations ; des prises d'otages de hautes personnalités ; des vols ; des rackets empêchant les populations à vaquer à leurs activités quotidiennes.

Et cette fois-ci les mutins réclament ouvertement le départ du chef de l'Etat. La France semble hésiter.

La quinzième crise est la tentative de coup d'Etat du 28 mai en 2001 fomenté par le général d'armée André KOLINGBA, ancien chef de l'Etat battu aux élections de 1993. D'énormes quantités d'armes de guerre estampillées "ambassade de France" étaient alors trouvées à son domicile. Cette crise s'est soldée par de nombreuses pertes en vies humaines dans les deux camps.

Ainsi que par l'évasion massive des mutins et des personnes proches de l'ex-président KOLINGBA.

La seizième crise est intervenue après la tentative d'arrestation du général de division François BOZIZE, chef d'Etat-major général des armées. Accusé d'avoir tenté un coup d'Etat, lui aussi, il prend la fuite et se réfugie au TCHAD.

Il tente de réussir un coup d'Etat le 25 octobre 2002, mais échoue face à l'assistance que prêtent les forces de la CENSAD et les miliciens du rebelle congolais Jean-Pierre MBEMBA aux forces loyalistes.

Le 15 mars 2003, il réussit enfin, et le régime du président PATASSE est renversé.

Mais les villes de l'intérieur sont détruites et l'économie du pays est plus exsangue encore.

Les mutins réfugiés en République Démocratique du Congo ainsi que le général KOLINGBA peuvent regagner le pays.

La dix-septième crise est intervenue en mai-juin 2005 avec la répression par les forces armées tchadiennes et centrafricaines, de la rébellion naissante au nord-ouest du pays.

2 - Des crises sociales

Par crise sociale, il faut entendre tout mouvement de masse non réglementaire usant de violence pour exiger des améliorations dans les conditions de travail ou des modifications dans la conduite des affaires de l'Etat. Ainsi, l'on peut recenser

- Après l'indépendance et suite au congrès du Mouvement pour l'évolution sociale en Afrique noire (MESAN) de BAMBARI instaurant le parti unique, un autre congrès se tint à Berberati le 12 novembre 1964, qui proclame la naissance de l'Union générale des travailleurs de Centrafrique (U.G.T.C) réunissant les anciennes centrales syndicales.

- Janvier 1976, les étudiants de l'université entrent en grève pour exiger de meilleures conditions de travail. Destructures. BOKASSA satisfait aux demandes des étudiants mais recommande l'incorporation des étudiants dans l'armée nationale.

- Du 18 janvier au 20 septembre 1979, les lycéens et les étudiants exigent de BOKASSA : d'abord, le retrait de sa décision d'obliger tous les élèves et étudiants à payer des uniformes auprès de la C.I.O.T et le paiement des salaires des

fonctionnaires en retard ; puis son départ du pouvoir, la restauration de la République, l'instauration du "multipartisme intégral" et le respect des droits de l'homme. Arrestations parmi les jeunes gens et les enseignants. Pertes en vies humaines. Destructures.

- 21 et 22 septembre 1979, à la suite de la chute de BOKASSA, des populations pillent et détruisent des bâtiments administratifs, des symboles du régime et des commerces. Destructures et pertes en vies humaines.

- Après l'élection de David DACKO comme président de la République, le 15 mars 1981 : grève des fonctionnaires pour réclamer une augmentation de salaires. Puis grande grève dans le secteur privé suite au licenciement abusif d'un travailleur de la société COLALU.

- Le 14 mai 1981, les pouvoirs publics créent la Confédération nationale des travailleurs de Centrafrique (CNTC) et c'est le 16 mai 1981, c'est-à-dire 48 heures après, que l'UGTC fut suspendue.

- Du 26 mars 1986 au 1^{er} avril 1986, des manifestations de protestation se forment à la suite de la chute du jaguar sur les

habitations au "Kilomètre cinq". La colonie française prise de panique se réfugie à son ambassade. Destructurations.

- 1988 : Madame Ruth ROLLAND dénonce l'accaparement de tous les postes importants dans l'administration, dans l'armée, dans les services sociaux par des personnes relevant de l'ethnie du chef de l'Etat. Elle révèle que l'armée est constituée à plus de 60 % de yakomas. Cette révélation fait scandale dans tout le pays.

- Du mois de novembre 1990 jusqu'à l'élection de Ange-Félix PATASSE, au mois de septembre 1993 : des mouvements de grève paralysent les régies financières de l'Etat ainsi que le transport public et l'éducation. Le but des grévistes étant ouvertement de contribuer au renversement du régime.

Le prétexte tout trouvé était le non-paiement de salaires.

- Le 11 novembre 1996, c'est-à-dire 4 jours avant le déclenchement de la plus grande et longue mutinerie, l'USTC dépose un préavis de grève d'avertissement de 3 jours pour compter du 19 novembre 1996. Avec des revendications similaires à celles des mutins.

- En 1996-1997 : plusieurs grèves dans le secteur éducatif et dans les secteurs financiers de l'Etat.

Les dirigeants de l'USTC appellent dans un communiqué de presse à « la mobilisation générale de tous les militants contre l'arbitraire, la répression et pour la défense de nos droits légitimes, reconnus par les textes en vigueur ».

- Le 9 janvier 1999, Sonny COLE, secrétaire général de l'USTC est arrêté et torturé par la Garde présidentielle à cause de la coalition manifeste des syndicats avec les mutins.

- Après le coup d'Etat du 15 mars 2003 : quelques mouvements de grève dans différents secteurs et surtout revendications violentes de soldes par des hommes en tenue.

3- Des crises politiques et institutionnelles

La crise politique et institutionnelle, c'est toute action non réglementaire d'importance qui aboutit à des modifications dans la conduite des affaires de l'Etat. Ainsi, l'on recense :

- Après les événements de juin 1960, Bangui connaît ses premiers troubles électoraux lors des élections législatives de mars 1964. Des chefs d'Etat francophones arrivent à Bangui et encouragent ouvertement le jeune président David DACKO à abolir le multipartisme et à ériger le MESAN en parti unique.
- Dans le climat de terreur qui sévit de 1966 à 1979 et où les militaires et les syndicalistes étaient surveillés jour et nuit, les seuls à pouvoir conspirer contre BOKASSA étaient les enseignants et les étudiants.
- Avec le développement du mouvement de janvier - septembre 1979, des noms de dirigeants politiques susceptibles de prendre la place de BOKASSA au pouvoir commencèrent à circuler, des noms de partis politiques autres que le MESAN furent prononcés. C'était un grand changement.

- Mai-juin 1979 : des syndicalistes enseignants et des étudiants forment le Mouvement de libération du peuple centrafricain (M.L.P.C.) et font appel à Ange PATASSE pour le diriger.
- Juillet 1979 : Abel GOUMBA forme le Front patriotique Oubanguien (F.P.O.) avec des intellectuels progressistes.
- Août 1979 à Cotonou : la tentative de regroupement des 2 mouvements échoue.
- Suite aux résolutions du Séminaire national de réflexion et d'action tenu du 8 au 15 décembre 1980, la libre constitution des partis politiques déjà autorisée par l'ordonnance N°79/107 du 26 octobre 1979 fut consolidée et un projet de constitution démocratique garantissant le respect des droits de l'homme, fut adopté.
- Pour la 1^{ère} fois, depuis l'indépendance, l'élection présidentielle du 15 mars 1981 met en compétition 5 candidats. A sa suite, le candidat de l'Union Démocratique Centrafricaine (UDC) est proclamé élu avec 50,23 % des suffrages exprimés.

Mais ce résultat est aussitôt contesté par les candidats battus. De violentes manifestations, organisées par le M.L.P.C, éclatent le 19 mars 1981. En même temps, d'autres

troubles éclatent à BOSSANGO, à BOZOUM et à PAOUA.

De son côté, le Président DACKO décrète l'état de siège et fait appel à l'armée pour le maintien de l'ordre. Il décide aussi de reporter les élections législatives à l'année 1982.

- Le 14 juillet 1981, un attentat à la bombe est perpétré au cinéma le Club de Bangui. Il fait un mort et deux blessés graves. Il est aussitôt revendiqué par le Mouvement centrafricain de libération nationale de Mr Rodolphe IDI LALA, enseignant de sociologie.

- Le 18 juillet 1981, le président David DACKO soupçonnant ses rivaux Ange-Félix PATASSE et surtout Abel GOUMBA d'être derrière le coup, décide de suspendre le M.L.P.C et de dissoudre le Front patriotique Oubanguien - Parti du Travail (FPO-PT) ainsi que le MCLN.

Puis, le 1^{er} septembre 1981, le Président DACKO passe le pouvoir à l'armée de façon anticonstitutionnelle mettant ainsi fin à l'expérience centrafricaine du multipartisme démocratique en 1981.

- Le 1^{er} septembre 1981 : le président David DACKO remet le pouvoir au général André KOLINGBA pour éviter que des élections anticipées ne profitent au candidat du M.L.P.C. qui

s'est classée deuxième aux élections présidentielles du 15 mars 1981.

- Avril 1986 : suite à la chute du "jaguar" sur les habitations du "Kilomètre cinq", des groupes se forment pour exiger le départ des "barracudas" (militaires français).

- Octobre 1986 : BOKASSA est ramené en R.C.A.

- Juin 1990 : Des fonctionnaires et des cadres adressent un mémorandum au chef de l'Etat pour l'inviter à discuter de la situation politique économique et sociale du pays. Refus. Licenciements. Arrestations.

- Les partis de l'opposition et la société civile réclament la convocation d'une Conférence nationale souveraine. Refus. Arrestations.

- Avril 1991 : Le président KOLINGBA autorise la formation et l'activité libres des partis politiques. Des élections à candidatures multiples sont envisagées.

- Après les élections de 1993 organisées par le régime KOLINGBA, Ange-Félix PATASSE est élu au 2^{ème} tour président de la République.

- Avril-novembre 1996 : Mutineries dans les rangs de l'armée. Le président est invité à démissionner. Refus.

- 5 janvier 1997 : des manifestants brûlent et détruisent le centre culturel français en représailles aux ingérences de la France dans les affaires intérieures de la R.C.A.

- Du 11 au 18 janvier 1997, un comité de dialogue et de concertation est organisé et un pacte de réconciliation nationale est conclu avec les partis d'opposition, les syndicats et les mutins. L'article 1^{er} de ce pacte stipule : « Nous, parties signataires du présent accord, sommes résolues à respecter la légalité constitutionnelle et sauvegarder le processus démocratique menacé par la grave crise socio-économique et politique ainsi que les effets néfastes de différentes mutineries ».

- 1998 : Après le rapport de la Commission HENIN, la France de Lionel JOSPIN annonce qu'elle va redéployer ses forces, présentes en R.C.A, dans d'autres pays.

- 2000 : Le régime de PATASSE accuse la France de soutenir les mutins. Des résidents français sont expulsés du pays.

1) La tentative de coup d'Etat du 28 mai 2001, les nombreuses pertes en vie humaine (dans le camp des mutins certes, mais surtout dans celui des loyalistes) et les destructions qui s'ensuivirent.

2) Les problèmes qui éclatent au sein même du pouvoir avec la tentative d'arrestation du général BOZIZE et la naissance d'une rébellion armée dans le fief du président PATASSE.

3) L'intervention des miliciens de Jean-Pierre M'BEMBA et les abus dont ils auraient fait montre.

4) Le rôle des éléments d'Abdoulaye MISKINE contre les personnes suspectées de connivence avec les coupeurs de route, les abus dont ils auraient fait montre, et la rupture des relations d'amitié avec le régime d'Idriss DÉBY au Tchad qui s'en est suivie.

5) L'opposition qui renoue avec les manifestations publiques (concerts de casseroles, villes mortes...).

...Tout cela fait penser que les actions avaient été concertées en vue d'emmener le régime à se battre sur plusieurs fronts à la fois. Les agents des services secrets étrangers y trouvaient l'occasion de dresser le régime DEBY

contre celui de PATASSE. Les journaux de l'époque rapportent que le 25 septembre 2002, le président Jacques CHIRAC en voyage à Johannesburg avait fait escale à N'Djamena. Et un mois plus tard les "rebelles" ont attaqué mais l'intervention des avions du CENSAD les a bloqués à l'entrée de Bangui. Alors, le président Omar MBONGO a négocié et persuadé le président PATASSE de retirer ces éléments du CENSAD ainsi que leurs avions. Et de nouveau les Rebelles ont attaqué. Sans que rien ne les empêche de réussir, cette fois-ci. Et ce d'autant plus que la veille, Ange-Félix PATASSE avait très opportunément été invité par le président Mamadou TANDJA à se rendre à la conférence du CENSAD à Niamey.

- Le Général François BOZIZE est élu démocratiquement président de la République, après une période de transition de 2 ans.

L'on ne saurait clore ce chapitre relatif au visage découvert de l'instabilité en République centrafricaine, sans pour autant rappeler d'une part que depuis le 1^{er} décembre 1958, date de la proclamation de la République Centrafricaine, le pays a changé 7 fois de constitutions (1958, 1964, 1976, 1981, 1986, 1995, 2004) et a eu plusieurs actes constitutionnels. Ce qui revient à dire que tous les 5 ans les institutions sont

fondamentalement remises en cause. Plus d'une vingtaine de gouvernements avec plus de 450 ministres ont été constitués :

Sous le régime DACKO 1

Président du gouvernement David DACKO, décret 59-004
1 mai 1959 avec 7 ministres.

Sous le régime BOKASSA

Vice-président faisant office de Premier ministre Antoine
GUIMALE décret 70-142 du 25 juin 1970 avec 23 ministres.

Premier ministre, Mme Elisabeth DOMITIEN, décret 75-001
du 1 janvier 1975 avec 28 ministres.

Premier ministre, Ange-Félix PATASSE, décret 76-560 du
4 septembre 1976 avec 21 ministres.

Premier ministre Henri MAÏDOU, décret 78-317 du 14 juillet
1978 avec 29 ministres.

Sous le régime DACKO 2

Premier ministre, Bernard-Christian AYANDO, décret
79-005 du 24 septembre 1979 avec 19 ministres.

Premier ministre, Jean-Pierre LEBOUDER, décret 80-614 du 12 novembre 1980 avec 20 ministres.

Premier ministre, Simon-Narcisse BOZANGA, décret 81-130 du 03 avril 1981 avec 22 ministres.

Sous le régime KOLINGBA

Premier ministre Edouard FRANCK, décret 91-076 du 15 janvier 1991 avec 21 ministres, sans oublier qu'entre 1982 et 1991, les gouvernements ont été dirigés directement par le président.

Premier ministre Timothée MALENDOMA, décret 92-305 du 04 décembre 1992 avec 27 ministres.

Premier ministre Enoch Derant LAKOUE, décret 93-062 du 26 février 1993 avec 23 ministres.

Sous le régime PATASSE

Premier ministre, Jean-Luc MANDABA, décret 93-329 du 24 octobre 1993 avec 21 ministres.

Premier ministre, Gabriel Edouard KOYAMBONOUA, décret 95-103 du 12 avril 1995 avec 23 ministres.

Premier ministre, Jean-Paul NGOUPANDE, décret 96-166 du 06 juin 1996 avec 20 ministres.

Premier ministre Michel GBEZERA BRIA, décret 97-012 du 30 janvier 1997 avec 26 ministres.

Premier ministre, Anicet Georges DOLOGUELE, décret, 99-002 du 4 janvier 1999 avec 18 ministres.

Premier ministre, Martin ZIGUELE, décret 01-076 du 1 avril 2001 avec 27 ministres.

Sous le régime BOZIZE 1

Premier ministre, Abel GOUMBA, décret 03-001 du 23 mars avec 29 ministres.

Premier ministre, Célestin LEROY GAOMBALE, décret 03-331 du 12 décembre 2003 avec 27 ministres.

Tel est le visage découvert de cette instabilité en RCA.

Sous le régime BOZIZE 2

Premier ministre, Elie DOTTE, décret N°05.143 du 11 juin 2005, avec 26 ministres.

*« La loi de la semaille
et de la récolte »*

CHAPITRE II

LES IMPACTS NÉGATIFS DE L'INSTABILITÉ

L'impact des conflits récurrents en RCA a été considérable sur les principaux volets de la vie socio-économique du pays :

Sur le plan micro-économique : les conditions de vie des ménages sont très difficiles. Selon les résultats de l'enquête sur les conditions de vie des ménages en milieu urbain et rural commanditée par le Secrétariat technique permanent du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, 68% de la population urbaine et 74% de la population rurale vivent sous le seuil de pauvreté. Sur le plan social, la situation n'est guère plus satisfaisante. En effet le taux de mortalité infanto-juvénile est passé de 177 ‰ en 1990 à 194 ‰ en l'an 2000 ; le taux de mortalité maternelle est passé de 683 estimé en 1988 à 948 pour 100 000 naissances vivantes en l'an 2000. A peine 42% des femmes enceintes accouchent dans un centre de santé ; la prévalence du VIH/SIDA atteint les 14% soit l'une des plus élevées de la sous région CEMAC ; le taux de malnutrition est en hausse passant de 28% en 1995 à 38% en l'an 2000. Les différents conflits ont annihilé tous les efforts déployés pour prévenir les épidémies et atténuer la prévalence de certaines maladies.

Par ailleurs, l'on a assisté à des déplacements de populations suite aux combats qui ont eu lieu entre les belligérants.

On estime à plus de 25 000 le nombre de personnes déplacées à l'issue des multiples troubles sociopolitiques avec des conséquences en terme alimentaire, car le matériel de production a été détruit et les populations notamment rurales sont exposées à la famine et aux différentes endémies.

Par ailleurs il faut noter que les différents conflits ont accentué les problèmes de mal-gouvernance qui se traduisent essentiellement d'une part par la corruption qui caractérise le fonctionnement des structures privées et de l'administration publique, et d'autre part par l'inobservation des textes et lois en matière de bonne gouvernance économique.

Sur la plan de la croissance et donc du rythme de génération de richesse, l'impact a été considérable puisque les opérateurs des secteurs-clés de l'économie tels l'agriculture, les mines et la forêt sont et demeurent dans l'attentisme. Pour illustrer, on note sur le plan macro-économique que le taux de croissance du PIB a connu une baisse significative sur la période 2000-2003 passant de 2,1 % à 6,2 % ; cette faiblesse de la croissance est en partie due aux effets des crises qui se

caractérisent par la destruction et le pillage du capital productif (bœufs de trait, outillages agricoles, équipements d'aménagements, etc.) dans le secteur primaire (agriculture, élevage, forêt) pilier de la croissance en République centrafricaine.

L'insécurité dans les zones de production et dans les circuits de commercialisation qui empêche la tenue des campagnes agricoles conduisant ainsi à une baisse de l'activité économique. Enfin, l'attentisme des opérateurs privés, ainsi que les difficultés d'approvisionnement ou de reconstitution de stocks qui contribuent à la dégradation de la situation économique et financière.

Sur le fonctionnement des finances publiques,
l'impact s'est matérialisé par l'accumulation des arriérés tant intérieurs qu'extérieurs.

En effet, comme conséquence à cette faiblesse de la croissance économique, les finances publiques sont dans un état de pression permanente depuis plusieurs années.

Les recettes (9 % du PIB en moyenne sur la période 1998-2003) ne permettent pas de couvrir les dépenses (environ 15 % sur la même période) de sorte que l'Etat se trouve dans l'incapacité de faire face à ses dépenses de souveraineté telles

les salaires, les bourses et les pensions dont les arriérés sont estimés à plus de quatre ans de recettes budgétaires et dont les conséquences ont permis d'exacerber d'avantage les crises récurrentes plongeant le pays dans un cercle infernal de conflits.

Par ailleurs les crises ont empêché à plusieurs reprises la signature des programmes économiques et financiers avec les institutions de « Bretton Woods » privant ainsi le pays des ressources concessionnelles des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

On note par exemple sur la période 1999-2003 une chute drastique du financement extérieur qui passe de 56 à 7,6 milliards de FCFA.

Sur le plan de la gestion de la dette extérieure, vu la faiblesse de la croissance économique et des problèmes de règlement des dépenses de souveraineté, l'Etat centrafricain éprouve des difficultés à honorer ses engagements de l'extérieur.

Ainsi le poids de la dette s'est alourdi sur la période 1996-2003, car fin décembre 2003, l'encours de la dette centrafricaine se chiffrait à 569,17 milliards de FCFA.

Cette situation avait contribué à la suspension des appuis extérieurs dont la RCA pouvait bénéficier dans le passé et avait compromis plusieurs opérations de développement (suspension du crédit PAPE de la Banque mondiale et du programme économique et financier avec le FMI).

En effet, l'insoutenabilité de la dette extérieure avait contribué au retrait de plusieurs bailleurs dont le FMI, la Banque mondiale et la BAD qui sont des partenaires importants pour la RCA.

En conclusion, d'après les avis recueillis des observateurs, tous sont unanimes concernant le fait que les conflits constituent une entrave importante au développement socio-économique du pays et que « l'argent a horreur du bruit » c'est-à-dire, s'il y a toujours les bruits des armes le portefeuille de la coopération économique et financière ne peut que se rétrécir avec des conséquences dramatiques sur le bien-être des populations.

*« Les mêmes causes produisent
les mêmes effets »*

ADAGE

CHAPITRE III

LES CAUSES DE L'INSTABILITÉ

Cette désespérante instabilité de la vie politique de la République centrafricaine est loin d'être une fatalité. Les Centrafricains ne sont pas des « révoltés-nés » mais c'est la situation du pays après 45 ans d'indépendance qui est « révoltante ». Cette situation révoltante à 8 sources principales :

➤ L'institutionnalisation du parti unique en 1962, un an après l'indépendance, a eu pour conséquences le manque de débats d'idées ainsi que des départs en exil...

➤ La mal-gouvernance ou la mauvaise gestion... La corruption, le clientélisme, l'improvisation, l'affairisme, la folie de grandeur, les dépenses ostentatoires, des missions improductives à l'extérieur, ne permettent pas aux gouvernements successifs de faire face aux dépenses de souveraineté (salaires, bourses, pensions...). Ce qui génère des crises sociales.

➤ L'absence d'élections véritablement sincères et transparentes. Caractérisée par le non-respect des codes électoraux, la manipulation et l'inversion des résultats au profit du plus fort, la corruption des membres des bureaux de vote, l'achat des consciences des électeurs par la distribution des billets de banque, le trafic d'influence et autres pressions...

➤ La rancœur, l'inimitié, le sentiment de haine et de vengeance. Entre nos gouvernants, David DACKO et Abel GOUMBA par exemple aux premières années de l'indépendance.

Entre BOKASSA et certains officiers supérieurs de l'armée nationale, jusqu'à la fin de son règne en 1979.

Enfin, de 1982 à 2005 quasiment un quart de siècles de rancœur, de vengeance, de haine, de méfiance entre KOLINGBA, PATASSE et BOZIZE.

En effet, pendant le règne de KOLINGBA de 1981 à 1993, BOZIZE et PATASSE ont subi diverses persécutions et ont connu l'exil.

De 1993 à 2003, pendant le règne de Patassé, c'est le tour de KOLINGBA et de BOZIZE de subir des persécutions et l'exil.

De 2003 à 2005, c'est le règne de BOZIZE et l'on constate que PATASSE est déclaré « persona non grata » dans son propre pays et la méfiance règne en maîtresse dans les relations hypocrites qu'entretiennent BOZIZE et KOLINGBA.

Dans ce malheureux feuilleton politique, l'on observe que la victime d'hier devient le bourreau d'aujourd'hui et vice-versa.

➤ Le paiement en dents de scie des salaires, bourses et pensions

Les revendications salariales ont de tout temps été les motifs des mouvements sociaux. Les tensions sociales ainsi créées

donnent prétextes aux éventuels "pêcheurs en eaux troubles" pour réaliser leurs coups d'Etat. Les coups d'Etat donnent prétexte aux pauvres misérables citoyens pour détruire, saccager et piller les entreprises et les administrations.

La République centrafricaine est ainsi prise dans un cercle vicieux d'instabilité permanente.

➤ L'incivisme, le vandalisme de certains éléments de l'armée

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la présence d'un militaire ou d'un groupe de militaires inciviques dans un coin de la ville, est une source d'angoisse, de tension et finalement de révolte pour les populations à cause des braquages, des rackets, des contrôles intempestifs, des agressions physiques et morales...

Par ailleurs l'appétit du pouvoir et de prise de pouvoir par la force, de nos forces armées est toujours grandissant ; le sectarisme et la politisation au sein de l'armée entretiennent des germes de troubles dans le pays.

➤ Le clanisme, le tribalisme et le régionalisme.

Comme moyen de conquête, de gestion et de conservation du pouvoir de l'Etat, poussent par ostracisme une partie de la population à la révolte.

➤ **L'ingérence des puissances étrangères.**

Cette ingérence intempestive agresse et révolte le véritable titulaire de la souveraineté qui est le peuple centrafricain et constitue par voie de conséquence une source d'instabilité.

*« Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles
qu'on n'ose pas mais c'est parce qu'on n'ose pas
que les choses sont difficiles »*

SENEQUE

CHAPITRE IV

QUE FAIRE ?

PROPOSITIONS POUR SORTIR DE L'INSTABILITE

➤ **Le paiement régulier et à termes échus des salaires des bourses et des pensions :**

Pour y parvenir, seule une lutte farouche contre la corruption et contre la mal-gouvernance permettra à l'Etat d'augmenter ses recettes et de faire face à ses dépenses de souveraineté dont l'insatisfaction justifie le plus souvent les mouvements sociaux. En effet, la RCA est réputée facile à gérer et les Centrafricains sont loin d'être des personnes exigeantes. La paix, le pain et l'eau ! Voilà ce qui fait le bonheur du Centrafricain. Si ces 3 éléments sont réunis, un gouvernement peut rester « 100 ans » au pouvoir sans grande difficulté.

➤ **La réconciliation véritable entre les 3 derniers dirigeants :**

KOLINGBA, PATASSE et BOZIZE qui ont contrairement à tous leurs frères centrafricains un dénominateur commun : chacun d'eux a derrière lui des troupes armées, des mouvements politiques, des ethnies, des puissances étrangères. Pour y parvenir, il faut abandonner les poursuites judiciaires en cours, abandonner la chasse aux sorcières, et responsabiliser selon les compétences requises les cadres issus de ces 3 familles politiques qui se querellent depuis un quart

de siècle. Enfin réhabiliter chaque belligérant dans ses droits légaux.

➤ **L'organisation d'élections véritablement équitables, transparentes et sincères :**

Qui permettront à toute la population de reconnaître les résultats et de se reconnaître comme le véritable titulaire de la souveraineté. L'exigence d'équité doit amener les parlementaires à voter des lois interdisant l'achat des consciences par des distributions intempestives des billets de banques, les dépenses ostentatoires et l'utilisation des moyens de l'Etat.

➤ **La dépolitisation des forces armées centrafricaines :**

Pour y parvenir, les parlementaires devront voter une loi à l'instar du Sénégal, interdisant purement et simplement le vote des militaires. Cette solution radicale présente l'avantage de protéger les militaires des manipulations, de réhabiliter le patriotisme et la fraternité des armes. Par ailleurs cette loi devra aussi interdire à tout militaire ayant exercé des fonctions politiques de revenir dans les rangs de l'armée. La dépolitisation de l'armée est à ce prix.

➤ **L'abandon du clanisme, du tribalisme et du régionalisme :**

Comme un moyen de conquête, de gestion et de conservation du pouvoir de l'Etat.

Pour y parvenir, seules les références professionnelles devront constituer des critères de responsabilisation.

➤ **Le respect scrupuleux des principes de la bonne gouvernance et du texte du code de bonne conduite qui régit désormais de façon pérenne la vie politique en République centrafricaine.**

➤ **Enfin la non-ingérence des puissances étrangères :**

Pour y parvenir, les plus hauts responsables et ceux qui aspirent à le devenir doivent apprendre non seulement à laver leur linge sale en famille mais aussi et surtout apprendre à repasser leur linge propre en famille.

L'Afrique à l'Harmattan

GUIDE DES ÉTUDES AFRICAINES

LOMBARD Raphaële

Comment orienter ses études vers la recherche sur l'Afrique ? A quelle université s'adresser pour poursuivre un cursus en droit africain ? Comment obtenir des informations récentes sur le développement d'un pays ? Ce guide des études africaines a été rédigé pour aider à répondre à ces questions. Se présentant comme un petit annuaire, il répertorie un certain nombre de centres de recherche et d'associations à travers toute la France, de bibliothèques et centres de documentation, ayant pour point commun leur intérêt pour l'Afrique subsaharienne.

(13 €, 138 p)

ISBN 2-7475-6125-9

A L'AUBE DE LA GÉOGRAPHIE AFRICANISTE

Trois précurseurs disparus "en tournée"

ROUGERIE Gabriel

Jusqu'aux temps de l'entre-deux-Guerres, les seuls modes d'appréhension de la réalité africaine relevaient de l'ethnologie, de la linguistique, de la botanique ou de la géologie, essentiellement réalisés par les missionnaires et les administrateurs. En 1929 puis en 1942, J. Weulersse, J.C. Leclerc et J. Richard-Molard prennent contact avec cette Afrique. Tous moururent "sur le terrain", au cours de cinq années, au lendemain de la Guerre. Cet ouvrage analyse leur oeuvre, et le développement d'une géographie faite d'Européens et d'Africains, qui a suivi la disparition de ces trois précurseurs.

(Coll. *Les tropiques entre mythe et réalité*, 21,50 €, 250 p)

ISBN 2-7475-5969-6

LES AFAR de la préhistoire à la fin du XV^e siècle

COUBBA Ali

Le pays Afar est habité depuis les temps les plus reculés de la Préhistoire. Son rôle a été déterminant dans l'islamisation de la rive occidentale de la mer Rouge. A la fin du XII^e siècle, au moment où le royaume chrétien d'Abyssinie entre en conflit avec ses voisins musulmans, les Afar sont organisés sous forme de sultanats et chefferies autonomes. Cet ouvrage retrace les origines de cette société semi-nomade dont l'éparpillement entre plusieurs Etats (Ethiopie, Djibouti, Erythrée) masque l'unité culturelle.

(Coll. *Etudes Africaines*, 20 €, 254 p)

ISBN 2-7475-6457-6

AFRIQUE : LES STRATÉGIES FRANÇAISE ET AMÉRICAINE

BAGAYOKO-PENONE Niagalé

Cet ouvrage propose tout d'abord une réflexion sur le type de conflictualité que l'on constate actuellement au sein de la sous-région ouest-africaine et sur les mécanismes de prévention et de gestion des conflits qui y prévalent. Il offre par ailleurs un cadre d'analyse méthodologique pour les stratégies telles qu'elles sont aujourd'hui conçues en France et aux Etats-Unis, en mettant en évidence des paramètres tels le déroulement des processus de décision, les approches doctrinales et opérationnelles, les cultures stratégiques des deux pays.

(Coll. *Etudes africaines*, 48 €, 620 p)

ISBN 2-7475-5671-9

AFRIQUE CENTRALE, UNE RÉGION EN CRISE

Alphonse J-C. MNANEE-BATSCHY, Raymond Timothée MACKITHA, ILUNGA LULLA, Jean-Pierre YETNA, Axel AUGÉ, MBOKA Kiese, MAWAWA Mâwa-Kiese.

Plusieurs articles et réflexions sur les pays d'Afrique centrale : Perceptions, identités et Territoire en politique (Congo-Brazzaville) - La misère du droit dans la jungle politique congolaise - Quelle nationalité pour les Banyamulengue du Congo-Démocratique ? - Evolution de la liberté d'information au Cameroun 1960-1990 - La théorie de "l'école reproductrice" à l'épreuve de la réalité éducative au Gabon.

(Coll. Recherches Africaines, 12,20 €, 122 p)

ISBN 2-7475-5785-5

AFRIQUE DES FEMMES, AFRIQUE D'ESPOIRS

SKARD Torild. Préface de Catherine COQUERY-VIDROVITCH

Qu'est-ce que l'Afrique en ce début du 21ème siècle ? L'Afrique des gens ordinaires, tout spécialement l'Afrique des femmes, celle des mères et des enfants. Ce sont elles, avant tout, qui œuvrent au développement des enfants, en assurant la subsistance de la famille, en recourant aux soins de santé primaires, en exigeant d'ouvrir l'école tant aux garçons qu'aux filles. Ce sont elles le maillon de la résistance sociale. Cette "ressource la moins utilisée au monde" donne la preuve de sa compétence et de sa responsabilité, lorsqu'on veut bien leur laisser le champ libre.

(31 €, 368 p)

ISBN 2-7475-6172-0

L'AFRIQUE ENTRE OMBRE ET LUMIÈRE

Carnet de route d'un journaliste

SIGNATE Ibrahim

Ce livre est une succession de séquences qui décrivent un itinéraire personnel, campent des personnalités remarquables, jettent un éclairage original sur des événements, dévoilent certains aspects de la "comédie du pouvoir". De Bokassa à Mandela, en passant par Julius Nyerère, Kenneth Kaunda, Khadafi, Abdou Diouf, Alpha Oumar Konaré, Tombalbaye, Lissouba, Eyadéma, Abdoulaye Wade, l'auteur dit sans détour, ce qu'il sait de ces hommes qui ont marqué l'histoire de l'Afrique contemporaine. C'est l'Afrique de l'ombre et de la lumière, forcément contrastée.

(20 €, 232 p)

ISBN 2-7475-5966-1

AFRIQUE FRANCOPHONE ET DÉVELOPPEMENT DU SPORT DU MYTHE À LA RÉALITÉ ?

Sous la direction de Patrick BOUCHET et Mohammed KAACH

Maintenant que le sport moderne, introduit par la colonisation, fait partie de la vie des citoyens de l'Afrique francophone, peut-il contribuer au développement économique et social de ces pays ou demeure-t-il un mythe ? Il est aujourd'hui difficile de répondre entre la volonté de certains dirigeants de ces nations de développer le sport selon les valeurs occidentales, d'élus politiques qui désirent concilier valeurs traditionnelles de l'Afrique avec une gestion moderne du sport, et certains régimes "islamistes" qui refusent les modèles issus de l'idéologie libérale. Cette recherche s'articule autour de 3 thèmes : les politiques nationales, le tourisme et le loisir sportif, les spectacles sportifs et le professionnalisme.

(30,50 €, 354 p)

ISBN 2-7475-6257-3

L'AFRIQUE ORIENTALE

Annuaire 2003

Sous la direction de Hervé MAUPEU

Les pays de l'Afrique orientale (Kenya, Ouganda, Tanzanie) gardent leurs airs d'élèves appliqués de la "bonne gouvernance". Cet annuaire présente les contours des débats politiques et sociaux qui ont marqué la vie publique de ces trois pays en 2003. Havre, de stabilité, ces trois pays n'en sont pas moins intégrés aux structures régionales de conflits dont elles sont des parties prenantes décisives. Un dossier sur les relations internationales fait le bilan de l'action diplomatique du président Moi, présente un rare historique des relations éthio-kenyanes et analyse le processus de résolution du conflit somalien.

(33,54 €, 410 p)

ISBN 2-7475-5691-3

ALLIANCES PEULES EN PAYS SAMO

(Burkina Faso)

BARRY Aboubacar

Les Peuls du pays samo avaient su négocier, en s'y établissant, des alliances sociales et politiques, qui leur avaient permis d'obtenir une place à la lisière des villages et de la brousse. Bien qu'étant minoritaires dans cet espace, ils ont réussi à maintenir leur "différence". La mise en perspective de leurs pratiques et représentations constitue une contribution aux réflexions récurrentes sur "l'ethnicité peule" et sur les effets des transformations sociales et politiques actuelles sur leur identité.

(Coll. *Etudes africaines*, 12,20 €, 126 p)

ISBN 2-7475-6012-0

L'APR ET LES RÉFUGIÉS RWANDAIS AU ZAÏRE 1996-1997

Un génocide nié

MUSABYIMANA Gaspard. Préface de Helmut STRIZEK

En 1996-97 tous les camps des réfugiés hutu rwandais, situés au Sud et au Nord-Kivu, furent bombardés puis démantelés par l'armée tutsi. Les rescapés furent traqués dans les forêts inhabitées de la RDC pour y être achevés, le nombre de disparus s'élevant à 200 000. Le Haut Commissariat pour les réfugiés ainsi qu'une partie de la "communauté internationale" ont une grande part de responsabilité dans ces assassinats de masse vraisemblablement ordonnés par Kigali. Qualifiés ou non de Génocide, les massacres des réfugiés rwandais au Zaïre constituent un crime contre l'humanité.

(19 €, 226 p)

ISBN 2-7475-5690-5

AU PLUS PRÈS DE BRAZZA

ODIKA Michel

Récit relevant de l'autobiographie, *Au plus près de Brazza* met en scène un personnage dont les vacances au pays natal seront perturbées par une guerre civile. Pour être meurtrière, cette guerre civile n'en est pas moins libératrice. Au-delà du simple réquisitoire dressé contre la guerre, et la violence qui s'y rattache, l'auteur explore les causes, profondes et insoupçonnées, à l'origine de l'égarement du Congo dans la surenchère meurtrière. Il convie les Africains, dont l'histoire contemporaine s'apparente à celle des Congolais, à se réapproprier leur passé récent.

(12 €, 138 p)

ISBN 2-7475-5697-2

AUX SOURCES DU FLEUVE CONGO

Carnets du Katanga (1890-1893)

BRIART Paul, édité par Dominique RYELANDT

A la fin du XIX^e siècle, Paul Briart voyagea jusqu'aux sources du Lualaba (le fleuve Congo à sa naissance) comme médecin d'une expédition belge, dont le but trompé était "d'apporter la civilisation aux nègres" tout en les débarrassant des traiteurs "arabes" ou plutôt arabisés. Conquête et exploitation coloniale supposent le mépris du colonisé. Les carnets de Briart sont représentatifs de ce mépris général. Témoin neutre, il considère l'esclavage comme une fatalité, les pacifications comme nécessaires.

(Coll. Congo-Zaïre - Histoire et Société, 30 €, 370 p)

ISBN 2-7475-4861-9

LE CAMEROUN

Arts, histoire et traditions

PUEPI Bernard, NJOMGANG Henri

"Le Cameroun tel qu'il est" : ce livre met à nu la nature réelle de ce pays de l'Afrique centrale. Il vient combler le déficit en matière d'informations abondantes et fiables sur les trésors touristiques et artistiques dont regorge le pays et sur sa richesse culturelle ; les potentialités économiques ne sont pas en reste. L'ouvrage inscrit le lecteur à l'école de nos traditions, aux cours d'histoire, de géographie, d'économie, d'ethnographie, d'ethnologie, d'anthropologie, etc.

(21,50 €, 200 p)

ISBN 2-7475-5602-6

CAMEROUN : ART ET ARCHITECTURE

suivi de l'art de la sculpture

MOUSSIMA NJANJO Henri

Sans doute le public actuel connaît-il avant tout l'art du Cameroun, des Bamoun, Bamiléké, Mousgoun, Matakam et des autres peuplades africaines par l'impact qu'ils ont eu sur la culture moderne et les traductions qu'en ont données Picasso, Braque ou Modigliani. Ces arts dits "primitifs" se confondent pourtant sur un ensemble de présupposés, de contextes culturels, sur des histoires, des visions du monde absolument autres. Cet ouvrage ouvre un chapitre d'histoire de l'art et de l'architecture.

(Coll. Pages Africaines, 9,50 €, 60 p)

ISBN 2-7475-5359-0

CITADINS ET DÉVELOPPEMENT DES CAMPAGNES AU CAMEROUN

FODOUOP Kengne. Préface de Pierre VENNETIER

Au Cameroun, les citadins jouent un rôle important dans le développement des campagnes. Depuis le début de la crise économique en cours, ils y représentent un puissant facteur de mutation de l'agriculture et d'amélioration des conditions de vie. L'ouvrage aborde cette question à la lumière des recherches bibliographiques et d'une longue pratique de terrain. Lancées au début des années 1950, les initiatives des citadins en faveur du monde rural au Cameroun ne cessent de s'étendre, sous forme d'aide en espèces, en nature, de commerces, de routes, de formations scolaires et sanitaires...

(Coll. Etudes Africaines, 20,50 €, 230 p)

ISBN 2-7475-4903-8

LE CONGO-BRAZZAVILLE DE L'ÉTAT POSTCOLONIAL À L'ÉTAT MULTINATIONAL

GOUEMO Régis

Le passage de l'Etat post-colonial à l'Etat multinational constitue la seule alternative à la construction de l'Etat et de la nation, inexistant à l'heure actuelle en Afrique au Sud du Sahara. L'exemple du Congo-Brazzaville montre que l'Etat multinational est fondé sur une nouvelle rationalité : l'intégration de tous les facteurs juridiques et politiques négateurs de l'Etat-nation. La problématique novatrice de l'Etat multinational, qui réconcilie les nations jadis désétatisées, dans des Etats- a-nationaux en fait la construction que l'Afrique se doit d'expérimenter durant le 21^e siècle.

(Coll. Etudes Africaines, 22,50 €, 268 p)

ISBN 2-7475-5968-8

LA DÉMOCRATIE ET SES BLOCAGES AU CONGO-KINSHASA DE 1958 À NOS JOURS

TSHIMANGA BAKADIABABU Evariste

Le système démocratique est devenu une exigence et une valeur universelles car il est censé favoriser la stabilité politique, la paix civile durable, le développement économique d'un pays et la garantie de sa "bonne gouvernance". De ce point de vue, cet ouvrage analyse la situation du Congo-Kinshasa depuis les dernières années de sa période coloniale à aujourd'hui. L'auteur s'est efforcé d'identifier les facteurs considérés comme des blocages successifs à l'avènement d'une société congolaise démocratique.

(Coll. Points de vue concrets, 22 €, 270 p)

ISBN 2-7475-5688-3

LA DIVERSITÉ DU FRANÇAIS ET L'ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE EN AFRIQUE

KWOFIE Emmanuel N.

Cet ouvrage s'inscrit dans le cadre des études sur le français en francophonie, mais sans se limiter aux pays francophones. Grâce à des notices décrivant pays par pays, à partir d'exemples significatifs, quelques particularités du français en Afrique, il présente une réflexion sur les grands thèmes du contact entre le français et les langues autochtones: les rapports entre "le français d'Afrique " et la langue française, la notion controversée de "français d'Afrique", l'opportunité d'adopter ce français d'Afrique, les méthodes d'enseignement à adopter ainsi que les matériels pédagogiques à élaborer.

(Coll. Etudes Africaines, 16 €, 180 p)

ISBN 2-7475-6473-8

LE DROIT D'AUTEUR EN AFRIQUE

NGOMBE Laurier Yvon. Préface de André LUCAS

Le droit d'auteur est une discipline qui prend de l'essor en Afrique notamment avec le développement de l'industrie musicale et de l'internet. A l'heure de la globalisation, cet ouvrage compare les législations africaines à celles d'autres continents, puis entre elles. Le public non initié y trouvera une présentation synthétique et simple des aspects théoriques et pratiques, et le public plus avisé y trouvera les principaux aspects du droit d'auteur en Afrique, enrichis de pistes de réflexions.

(16 €, 178 p)

ISBN 2-7475-6657-9